

**MAROC ET SAHARA
OCCIDENTAL**

**Amnesty International salue la libération
de prisonniers de guerre marocains**

Index AI : MDE 29/005/2005

ÉFAI

Jeudi 18 août 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International salue la libération ce jeudi 18 août, de 404 prisonniers de guerre marocains, détenus depuis plus de vingt ans par le Front Polisario. Les prisonniers ont été maintenus en détention presque quatorze ans après la cessation officielle des hostilités entre le Maroc et le Front Polisario. Amnesty International avait à de nombreuses reprises lancé des appels en faveur de la libération de ces prisonniers.

Toutefois, selon le Comité international de la Croix-Rouge, quelque 250 Marocains manquent toujours à l'appel dans le cadre de ce conflit qui a débuté en 1975, date à laquelle le Maroc a annexé le territoire du Sahara occidental. En outre, on est toujours sans nouvelles de centaines de Sahraouis, « disparu s » aux mains des forces de sécurité marocaines, pour la plupart dans les années 70.

Amnesty International renouvelle également ses appels pour que le sort de tous ceux qui ont « disparu » pendant et après le conflit entre le Maroc et le Front Polisario soit éclairci et pour que les présumés responsables de « disparitions », actes de torture et autres graves violations des droits humains des deux parties au conflit soient traduits en justice.

Complément d'information

Le Sahara occidental est l'objet d'un litige territorial entre le Maroc, qui a annexé le territoire en 1975 et proclame sa souveraineté et le Front Polisario qui appelle à la mise en place d'un État indépendant sur ce territoire et a mis sur pied un gouvernement en exil dans des camps de réfugiés du sud-ouest de l'Algérie. Un plan de résolution du conflit préparé par l'ONU a été accepté par les autorités marocaines et le Front Polisario en 1988 et approuvé par le Conseil de sécurité des Nations unies en 1991.

Après plus de dix années de conflit, les deux parties ont accepté que se tienne un référendum dans lequel il serait demandé à la

population sahraouie de choisir entre l'indépendance et l'intégration au Maroc. Le référendum, qui devait être organisé et mené par la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), devait initialement se tenir en 1992, mais n'a cessé d'être repoussé. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>